

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 16 JUILLET 1925.

- 1° Projet de loi augmentant l'indemnité de vie chère accordée aux titulaires de pensions (1).
2° Proposition de loi accordant aux fonctionnaires et agents rétribués à charge du Trésor public, une allocation temporaire et provisionnelle sur la péréquation des pensions (2).
-

RAPPORT

FAIT, AU NOM DES SECTIONS CENTRALES (3), PAR M. HEYMAN.

MESSIEURS,

Pour les raisons développées dans l'exposé des motifs, votre Section centrale s'est ralliée, à l'unanimité, au projet de loi qui vous est soumis par le Gouvernement.

Notre honorable collègue, M. Devèze, avait déposé une autre proposition de loi se rapprochant très sensiblement, dans son résultat, du projet gouvernemental.

La Section centrale ayant fait une étude comparative des deux systèmes, et pour ne pas entraver le paiement immédiat de l'augmentation de l'indemnité de vie chère, notre honorable collègue a bien voulu retirer sa proposition de loi.

Vous trouverez, Messieurs, plus loin un tableau comparatif des deux systèmes (Voir annexe).

La Section centrale s'est d'autant plus volontiers ralliée à ce projet de loi, qu'elle a reçu de la part du Gouvernement actuel l'assurance que la déclaration faite par le Gouvernement précédent *au sujet de la rétroactivité au 1^{er} juillet 1924 de la péréquation des pensions*, sera respectée et exécutée.

L'exposé des motifs nous déclare qu'il fallait s'y attendre que la péréquation des pensions exigerait des études longues et ardues et que le Gouvernement

(1) Projet de loi, n° 17.

(2) Proposition de loi, n° 30.

(3) Composition des *Sections centrales* : M. Tibbaut, président.

Pour le n° 17 : MM. Heyman, Bouchery, Melekmans, Golenvaux, Devèze, Petit.

Pour le n° 30 : MM. Bologne, Bouchery, Melekmans, Golenvaux, Devèze, Petit.

n'était en conséquence pas encore en état de déposer son projet de loi annoncé. Il espère cependant, ajoute l'exposé des motifs, être mis à même de saisir très prochainement la législature de propositions s'étendant à tout le régime des pensions.

Votre Section centrale s'est demandée si, en attendant le dépôt de ce projet complet et tout en disjoignant la partie concernant les veuves et orphelins, le Gouvernement ne pourrait pas faire un effort pour déposer, le plus tôt possible, la partie de son projet concernant les vieux serviteurs eux-mêmes.

Votre Section centrale marque aussi son accord avec l'exposé des motifs où celui-ci affirme que le paiement de ces nouvelles indemnités de vie chère a pour le tout le caractère de simples avances payées à valoir sur les arriérés de la péréquation et, au besoin, sur les termes à venir de la pension.

* *

L'article 4 stipule que l'indemnité de vie chère accordée par la loi du 30 décembre 1924, sera portée au double pour le troisième trimestre 1925 et au triple pour le trimestre suivant.

Votre Section centrale aurait désiré voir appliquer le triplement de l'indemnité pour les deux derniers trimestres de 1925.

Mais le Gouvernement a déclaré ne pas pouvoir accepter cette suggestion pour les deux raisons suivantes :

1° Avec l'indemnité accordée par le Gouvernement, le montant total des avances, touchées par quelques titulaires de petites pensions, dépassera déjà la somme qui leur reviendra du chef de la péréquation.

Si cette indemnité était encore augmentée, un grand nombre de pensionnés se trouveraient dans le même cas et se verraient obligés de rembourser ce qu'ils ont touché en trop;

2° Si l'on veut que les pensions soient payées rapidement, il convient de s'en tenir au texte du Gouvernement, ce projet étant inspiré uniquement par le désir d'assurer un paiement immédiat.

Votre Section centrale a reconnu le bien fondé de ces deux observations et s'est donc ralliée au texte de l'article 4^{er}, tel qu'il est présenté par le Gouvernement.

* *

Enfin, l'honorable M. Devèze avait déposé un amendement en faveur des titulaires de pensions militaires.

Cet amendement était libellé comme suit :

« Les titulaires de pensions militaires dont les arrérages sont payés directement par la Caisse d'Épargne (pensionnés de guerre dont la pension n'est pas inscrite au Grand-Livre de la Dette publique et qui ne sont pas en possession d'un carnet de pension), recevront l'allocation temporaire et trimestrielle prévue dans le projet de loi au même titre que les autres pensionnés de l'État. »

Nous répondons :

S'il s'agit de pensions militaires accordées *pour ancienneté de service*, l'amendement ci-dessus fait double emploi avec l'article 3 du projet du Gouvernement; celui-ci, en effet, ne fait pas de distinction entre les pensions de l'espèce payées à charge du Budget de la Dette publique et celles payées par la Caisse Nationale des Pensions de la Guerre (Caisse d'Épargne).

S'il s'agit, au contraire, de pensions militaires accordées *pour invalidité*, l'indemnité de vie chère a toujours été allouée par *Arrêté royal*; il n'est donc pas nécessaire d'en parler dans la loi.

Notre honorable collègue ayant déclaré que cette réponse lui donnait satisfaction, il a bien voulu retirer son amendement.

. . .

La Section centrale, unanimement d'accord sur le projet du Gouvernement, propose à la Chambre de l'approuver à son tour.

Le Rapporteur,

HENRI HEYMAN.

Le Président,

E. TIBBAUT.



INDEMNITÉ DE VIE CHÈRE.

Projet du Gouvernement.

Doubler au troisième trimestre 1923 et tripler au trimestre suivant, l'indemnité existante. En conséquence, accorder au troisième trimestre 1923, 20 p. c. du montant annuel avec maximum de 400 francs, et, au quatrième trimestre, 30 p. c. avec maximum de 600 francs.

Projet de M. Devèze.

Accorder par trimestre, avec effet rétroactif au 1^{er} juillet 1924, une indemnité égale à 60 p. c. du montant trimestriel (soit 15 p. c. du montant annuel), avec maximum de 400 francs par trimestre.

A. — *Bénéfice total pour six trimestres.*
(À partir du 1^{er} juillet 1924.)

90 p. c. du montant annuel, pour les pensions de 2.000 francs et moins ;
1.800 francs, pour les pensions de plus de 2.000 francs.

90 p. c. du montant annuel, pour les pensions de 2.666 francs et moins ;
2.400 francs, pour les pensions de plus de 2.666 francs.

Conséquences.

Les deux projets donnent exactement le même résultat, pour les pensions de 2.000 francs et moins. Le projet Devèze donne, pour les pensions de 2.001 à 2,666 francs, une augmentation allant de fr. 0.15 à fr. 99.90 par trimestre, en s'élevant de fr. 0.15 par franc, ainsi qu'une augmentation de 100 francs par trimestre, pour les pensions de plus de 2.666 francs.

B. — *Travaux d'exécution.**Par les Agents du Trésor :*

Confection des mandats de paiement :

Par l'Administration :

Pas de calcul, pas d'états de paiement : les sommes à payer étant les mêmes que celles comprises dans les états du 3^e trimestre 1923, en mains des Agents du Trésor, ceux-ci peuvent confectionner tous les mandats d'après les indications desdits états.

Par les agents du Trésor :

Confection des mandats de paiement.

Par l'Administration.

a) Nombreux calculs en vue d'établir le montant des arriérés résultant des cinq trimestres déjà échus ; notamment :

1^o Calcul de l'augmentation de 5 p. c. du montant annuel, par trimestre, pour les pensions de 2,000 francs et moins ;

2^o pour les pensions de 2,001 à

Le travail se résume à la confection d'une ordonnance par l'Agence du Trésor.

*N. B. — Les dispositions seraient prises en vue de permettre l'ouverture du paiement dès le lendemain du jour de la publication de la loi au *Moniteur*.*

2,666, calcul de la différence entre la somme fixe de 200 francs, liquidée antérieurement et l'augmentation de 15 p. e. accordée par le projet ;

3° Différence de 200 francs par trimestre pour les pensions de plus de 2,666 francs.

4° Calcul, pour chacun des trimestres échus, des sommes revenant aux ayants-droit de pensionnés décédés depuis le 1^{er} juillet 1924.

b) *Établissement, en minute et en expédition, de nouveaux états de paiement pour toutes les catégories de pensions.*

N. B. — Il ne serait pas possible d'établir encore, au cours du présent trimestre, deux séries d'états ; or, les états nécessaires pour le paiement des arrérages de pensions du 4^e trimestre 1925, ne peuvent subir aucun retard. Il s'ensuit que nous devrions comprendre les indemnités dans ces derniers états, et que nous serions ainsi obligés de reculer le premier paiement au mois d'octobre prochain.

C. — Conclusion.

D'une façon générale, peu de différence entre les deux projets, en ce qui concerne les divers taux d'indemnité, mais :

Avec la formule du Gouvernement, *paiement immédiat* du complément d'indemnité dû pour le troisième trimestre 1925.

Avec la formule de M. Devèze, ou **toute autre formule** modifiant les sommes à payer et nécessitant donc la confection de nouveaux états, *pas de paiement possible* avant le mois d'octobre 1925.

N. B. — Il paraît utile de reprendre ici les termes du cinquième alinéa de l'exposé des motifs du Gouvernement : « Ainsi qu'il a été établi au cours des » discussions qui ont précédé le vote des lois du 30 avril et du 30 décembre 1924, » il importe d'adopter une formule dont l'application soit aisée et exempte de » calcul, si l'on veut que, par sa promptitude, l'intervention garde toute son » efficacité ».

Donner vite, c'est donner deux fois !

Quelques calculs.

A. — Pensions dont le montant annuel dépasse 2.666 francs
(antérieurement 200 francs par trimestre).

Indemnité Devèze, par trimestre. fr. 400	Projet du Gouvernement (200 × 9) fr. 1.800
Supplément par trimestre (400 — 200). 200	Augmentation totale pour 6 trimestres (2.400 — 1.800) . . . 600
Arriérés pour 5 trimestres (200 × 5) (1) 1.000	Augmentation trimestrielle réelle 100
Indemnité totale pour 6 tri- mestres (400 × 6) 2.400	

B. — Pensions dont le montant annuel s'élève de 2.001 à 2.666 francs
(antérieurement 200 francs par trimestre).

1) Pension de 2,001 fr. (Minimum).	2) Pension de 2,035 francs.
Ind. Devèze, par trimestre (15 p. c. de 2,001) . . . 300.15	Ind. Devèze, par trimestre (15 p. c. de 2,035) . . . 305.25
Supplément par trimestre (300.15 — 200) . . . 100.15	Supplément par trimestre (305.25 — 200) . . . 105.25
Arriérés pour 5 trimestres (100.15 × 5) (1) . . . 500.75	Arriérés p ^r cinq trimestres (105.25 × 5) (1). . . 526.25
Ind. totale p ^r 6 trimestres (300.15 × 6). 1,800.90	Ind. totale p ^r six trimestres (305.25 × 6). 1,831.50
Projet du Gouvernement (200 × 9). 1,800.—	Projet du Gouvernement (200 × 9). 1,800 »
Augment. totale (6 trim.) . . . 0.90	Augmentation totale (six trimestres) 31.50
Augment. trimestr. réelle. . . 0.15	Augmentation trimestrielle réelle 5.25
3) Pension de 2,172 francs.	4) Pension de 2,666 fr. (maximum).
Ind. Devèze, par trimestre (15 p. c. de 2,172) . . . 325.80	Ind. Devèze par trimestre (15 p. c. de 2,666). . . 399.90
Supplément par trimestre (325.80 — 200) . . . 125.80	Supplément par trimestre (399.90 — 200) . . . 199.90
Arriérés pour 5 trimestres (125.80 × 5) (1) . . . 629.—	Arriérés p ^r cinq trimestres (199.90 × 5) (1). . . 999.50
Ind. totale p ^r 6 trimestres (325.80 × 6) 1,954.80	Ind. totale p ^r six trimestres (399.90 × 6). 2,399.40
Projet du Gouvernement (200 × 9) 1,800.—	Projet du Gouvernement (200 × 9). 1,800 »
Augment. totale (6 trim.). . . 154.80	Augmentation totale (six trimestres) 599.40
Augment. trimestr. réelle. . . 25.80	Augmentation trimestrielle réelle 99.90

Le projet de M. Devèze donne donc une augmentation trimestrielle de 15 centimes par franc.

C. — *Pensions dont le montant annuel ne dépasse pas 2,000 francs.*
 (Antérieurement 10 p. c. du montant annuel.)

1) Pension de 987 francs.		2) Pension de 1,152 francs.	
Indemnité Devèze, par trimestre (15 p. c. de 987) .	148.05	Indemnité Devèze, par trimestre (15 p. c. de 1,152). .	172.80
Supplément par trimestre (148.05 — 98.70). . .	49.35	Supplément par trimestre (172.80 — 115.20) . .	57.60
Arriérés p ^r cinq trimestres (49.35 × 5) (1) . . .	246.75	Arriérés p ^r cinq trimestres (57.60 × 5) (1) . . .	288 »
Indemnité totale p ^r six trimestres (148.05 × 6). .	888.30	Indemnité totale p ^r six trimestres (172.80 × 6). .	1,036.80
Projet du Gouvernement (98.70 × 9)	888.30	Projet du Gouvernement (115.20 × 9)	1,036.80
Différence nulle. . . .	000.00	Différence nulle. . . .	0,000.00

(1) Sauf en cas de décès : à envisager alors le nombre de trimestres dus.

(8)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 16 JULI 1925.

- 1° Ontwerp van wet tot opvoering van den duurtelbijslag verleend aan de titularissen van een pensioen ⁽¹⁾.
- 2° Voorstel van wet waarbij aan de door de Openbare Schatkist bezoldigde ambtenaren en agenten een tijdelijke tegemoetkoming bij voorraad wordt verleend, te gelden op de perequatie der pensioenen ⁽²⁾.

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELINGEN ⁽³⁾, UITGEBRACHT DOOR DEN HEER HEYMAN.

MIJNE HEEREN,

Om de in de memorie van toelichting aangegeven redenen, heeft uwe Middenafdeeling zich met algemeene stemmen aangesloten bij het wetsontwerp dat U door de Regeering werd voorgelegd.

Onze achtbare collega, de heer Devèze, had een ander wetsvoorstel ingediend, dat in wezen het regeeringsvoorstel zeer nabij kwam.

De middenafdeeling heeft een vergelijkende studie van de twee systemen gemaakt en teneinde de onmiddellijke uitbetaling van de verhooging van de toelage voor levensduurte niet te belemmeren, heeft onze achtbare collega zijn voorstel ingetrokken.

Gij zult iets verder een vergelijkende tabel van de twee systemen vinden (zie bijlage).

De middenafdeeling heeft zich met des te meer genoegen bij het wetsontwerp aangesloten, omdat zij van de huidige Regeering toezegging heeft gekregen, dat de door de vorige Regeering gedane verklaring betreffende de terugwerkende kracht tot 1 Juli 1924 van de perequatie der pensioenen, zal geëerbiedigd worden en uitgevoerd.

De Memorie van toelichting zegt, dat het te voorzien was, dat de perequatie der pensioenen lange en moeilijke studiën zou vergen en dat bijgevolg de Regeering

(1) Wetsontwerp, n° 17.

(2) Wetsvoorstel, n° 50.

(3) Samenstelling der Middenafdeelingen : De heer Tibbaut, voorzitter.

Voor n° 17 : De heeren Heyman, Bouchery, Melckmans, Golenvaux, Devèze, Petit.

Voor n° 30 : De heeren Bologne, Bouchery, Melckmans, Golenvaux, Devèze, Petit.

nog niet in de mogelijkheid was het aangekondigd wetsontwerp in te dienen. Zij hoopt nochtans, zegt verder de Memorie van toelichting, in staat te worden gesteld binnen zeer afzienbaren tijd aan de wetgevende lichamen voorstellen te kunnen doen, die zich over geheel het regiem der pensioenen zullen uitstrekken.

Uwe Middenafdeeling heeft zich afgevraagd of, in afwachting van het indienen van dit volledig ontwerp en met afscheiding van het gedeelte, dat de weduwen en de weezen betreft, de Regeering niet een krachtsinspanning zou kunnen doen om, zoo spoedig mogelijk, het de oude agenten betreffende gedeelte van zijn wetsontwerp in te dienen.

Uwe Middenafdeeling hecht ook haar akkoord aan de Memorie van Toelichting waar deze bevestigt, dat de uitbetaling van deze nieuwe vergoedingen voor duurbijslag, alles te zamen genomen, feitelijk eenvoudig voorschotten zijn op de achterstallige verhooging der perequatie en, desnoods, op de toekomstige pensioensverhoging.

. . .

Het eerste artikel bepaalt dat de vergoeding voor duurbijslag, verleend krachtens de wet van 30 December 1924, op het dubbel zal worden gebracht voor het derde kwartaal 1925 en op driemaal zooveel voor het volgende kwartaal.

Uwe Middenafdeeling wenscht dat de vergoeding voor de laatste twee kwartalen van 1925 op het driedubbel worden gebracht.

De Regeering heeft echter verklaard dit voorstel niet te kunnen aannemen om de twee volgende redenen :

1^o Wegens de vergoeding, door de Regeering verleend, zullen sommige onaanzienlijke pensioengerechtigden reeds meer trekken dan hun wegens de perequatie zal toegekend worden.

Moest deze vergoeding nog verhoogd worden, dan zouden tal van gepensioneerden in hetzelfde geval verkeerden en later verplicht zijn het teveel terug te geven.

2^o Wil men dat de pensioenen spoedig worden uitbetaald, dan moet men zich houden aan den tekst der Regeering, daar het ontwerp volkomen uitgaat van het verlangen, onmiddellijk de betaling te kunnen uitkeeren.

Uwe Middenafdeeling heeft de gegrondheid erkend van deze twee opmerkingen en heeft dus hare goedkeuring gehecht aan den tekst van artikel 1, zooals hij door de Regeering wordt voorgesteld.

Ten slotte had de achtbare heer Devèze reeds een amendement ingediend ten gunste van de rechthebbenden op militair pensioen.

Dit amendement luidde als volgt : « De rechthebbenden op militaire pensioen, wier achterstal rechtstreeks betaald wordt door de spaarkas (oorlogsgepensioneerden wier pensioen niet ingeschreven is in het Groot-Boek van 's Lands Schuld en die geen pensioenboekje bezitten), ontvangen de tijdelijke en drie-maandelijksche vergoeding, welke in het wetsontwerp wordt voorzien, ten zelfden titel als de andere Staatsgepensioneerden ».

Daarop antwoorden wij :

Geldt het militaire pensioenen die verleend werden *wegens dienstjaren*, dan is bovengemeld amendement overbodig, vermits artikel 3 van het ontwerp der

Regeering geen onderscheid maakt tusschen de pensioenen van dergelijken aard, betaald op grond der Begrooting van 's Lands Schuld, en de pensioenen uitbetaald door de Nationale Kas voor de Oorlogspensioenen (Spaarkas).

Geldt het echter militaire pensioenen *wegens invaliditeit*, dan moeten wij hier zeggen, dat de duurtebijslag steeds werd toegekend bij *Koninklijk besluit*; het is dus overbodig in de wet daarover te gewagen.

Daar onze achtbare collega verklaard heeft met dit antwoord genoeg te nemen, heeft hij zijn amendement ingetrokken.

*
* *

De Middelenafdeeling, eensgezind zijnde over het ontwerp der Regeering, stelt aan de Kamer voor het, op hare beurt, goed te keuren.

De Verslaggever,

H. HEYMAN.

De Voorzitter,

E. TIBBAUT.

DUURTETOESLAG.

ONTWERP VAN DE REGEERING.

De bestaande vergoeding verdubbelen in het 3^{de} kwartaal van 1925 en ze verdriedubbelen het volgend kwartaal. Dienvolgens aan het 3^{de} kwartaal 1925, 20 t. h. verleen van het jaarlijksch bedrag met maximum 400 frank en aan het 4^{de} kwartaal 30 t. h. met maximum 600 frank.

ONTWERP VAN DEN HEER DEVÈZE.

Per kwartaal, met terugwerkende kracht tot 1 Juli 1924, eene vergoeding verleen van 60 t. h. van het trimestrieel bedrag (hetzij 15 t. h. van het jaarlijksch bedrag), met maximum van 400 frank per kwartaal.

A. — *Totale vermeerdering voor zes kwartalen.*
(Van af 1 Juli 1924.)

90 t. h. van het jaarlijksch bedrag voor de pensioenen van 2,000 frank en minder;

1,800 frank voor de pensioenen van meer dan 2,000 frank.

90 t. h. van het jaarlijksch bedrag voor de pensioenen van 2,666 frank en minder;

2,400 frank voor de pensioenen van meer dan 2,666 frank.

Gevolgen.

De twee ontwerpen geven juist denzelfden uitslag voor de pensioenen van 2,000 frank en minder.

Het ontwerp Devèze geeft voor de pensioenen van 2,001 tot 2,666 frank eene verhooging gaande van 0.15 tot fr. 99.90 per kwartaal, met per frank, 15 centiem te verhoogen, evenals eene verhooging van 100 frank per kwartaal voor de pensioenen van meer dan 2,666 frank.

B. *Uitvoering.**Voor de agenten der Schatkist :*

Het opmaken der betalingsmandaten.

Voor het Beheer :

Geen berekening; geen betalingsstaten; daar de te betalen sommen dezelfde zijn als deze van de staten van het derde kwartaal 1925, in handen van de agenten der Schatkist, kunnen deze al de mandaten opmaken volgens de gegevens van die staten.

Voor de agenten der Schatkist :

Het opmaken der betalingsmandaten.

Voor het Beheer :

a) Talrijke berekeningen om het bedrag vast te stellen van den achterstand van de vijf reeds verlopen kwartalen: namelijk :

1^o Berekening van de vermeerdering van 5 t. h. van het jaarlijksch bedrag per kwartaal, voor de pensioenen van 2.000 frank en minder;

Het werk bepaalt zich tot het opmaken van een betalingsbevel door den Agent der Schatkist.

N. B. — Schikkingen zouden getroffen worden om de uitbetaling te doen beginnen den dag na de verschijning van de wet in het Staatsblad.

2° Voor de pensioenen van 2,001 tot 2,666 frank, berekening van het verschil tussehen de vaste som van 200 frank, vroeger uitbetaald en de vermeerdering van 15 t. h. toegestaan door het ontwerp.

3° Verschil van 200 frank per kwartaal voor de pensioenen van meer dan 2,666 frank.

4° Berekening voor elk van de verlopen kwartalen van de sommen toekomend aan de rechtverkrijgenden van gepensioneerden overleden sedert 1 Juli 1924.

b) Het opmaken, in minuut en in expeditie, van nieuwe betalingsstaten voor al de categorieën van pensioenen.

N. B. — Het zou niet mogelijk zijn nog in den loop van dit kwartaal twee series van staten op te maken; en de staten noodig voor de betaling van den achterstand van pensioenen van het 4^{de} kwartaal 1925 kunnen niet meer uitgesteld worden. Daaruit volgt dat wij de vergoedingen in deze laatste staten zouden moeten omvatten en dat wij aldus zouden verplicht zijn de eerste betaling te verschuiven tot October aanstaande.

C. Besluit.

Over het algemeen weinig verschil tussehen de twee ontwerpen wat betreft de verschillende bedragen van de indemniteit, maar :

Met het ontwerp van de Regeering, onmiddellijke uitkeering van de bijkomende vergoeding voor het derde kwartaal 1925.

Met de formule van den heer Devèze, of met elke andere formule die de te betalen sommen wijzigt en dus het opmaken van nieuwe staten vergt, geene betaling mogelijk voor de maand October 1925.

N. B. — Wij vinden het nuttig hier den tekst aan te halen van het vijfde lid van de Memorie van Toelichting van de Regeering.

« Zoals vastgesteld is geworden in den loop der besprekingen waartoe de wetten van 30 April en van 30 December 1924 aanleiding gegeven hebben, komt het er op aan eene formule aan te nemen waarvan de toepassing gemakkelijk is en geen berekeningen vergt indien men wil dat, door hare snelle werking, de tusschenkomst doeltreffend blijve ».

Eenige berekeningen.

A. — Pensioenen waarvan het jaarlijksch bedrag 2.666 frank overschrijdt.

(Vroeger 200 frank per kwartaal).

Vergoeding Devèze, per kwartaal 400 frank.	Ontwerp van de Regeering (200 × 9) 1800 frank.
Toeslag per kwartaal (400 — 300) 200 frank.	Geheele verhooging voor 6 kwartalen (2400 — 1800) 600 frank.
Achterst. voor 5 kwartalen (200 × 5) 1000 frank.	Werkelijke verhooging per kwartaal 100 frank.
Geheele vergoeding voor 6 kwartalen (400 × 6) 2400 frank.	

B. — Pensioenen waarvan het jaarlijksch bedrag gaat van 2,001 tot 2,666 frank.

(Vroeger 200 frank per kwartaal.)

1) Pensioen van 2,001 frank (minimum).

Vergoeding Devèze, per kwartaal (15 t. h. van 2,001)	300.15
Toesl. per kwart. (300.15 — 200)	100.15
Achterstand voor 5 kwartalen (100.15 × 5) (1)	500.75
Geheele vergoeding voor 6 kwart. (300.15 × 6)	1,800.90
Ontwerp van de Regeering (200 × 9).	1,800.00
Geheele verhoog. (6 kw.)	0.90
Werkelijke verhooging per kwartaal	0.15

3) Pensioen van 2,172 frank.

Vergoeding Devèze p. kwart. (15 t. h. van 2,172)	325.80
Toeslag p. kwartaal (325.80 — 200)	125.80
Achterstand van vijf kwart. (125.80 × 5) (1)	629 „
Geheele vergoeding v. zes kwart. (325.80 × 6)	1,954.80
Ontwerp van de Regeering (200 × 9)	1,800 „

2) Pensioen van 2,035 frank.

Vergoeding Devèze per kwartaal (15 t. h. van 2,035)	305.25
Toesl. p. kwart. (305.25 — 200)	105.25
Achterstand voor 5 kwartalen (100.25 × 5) (1)	526.25
Geheele vergoeding voor 6 kwart. (305.25 × 6).	1,831.50
Ontwerp van de Regeering (200 × 9).	1,800.00
Geheele verhoog. (6 kw.)	31.50
Werkelijke verhooging per kwartaal	5.25

4) Pensioen van 2,666 fr. (maximum).

Verg. Devèze per kwart. (15 t. h. van 2,666)	399.90
Toeslag per kwartaal (399.90 — 200).	199.90
Achterstand v. 5 kwartalen (199.90 × 5).	999.50
Geheele verg. voor 6 kw. (399.90 × 6).	2,399.40
Ontwerp van de Regeering (200 × 9).	1,800 „

Geheele verh. (6 kwart.)	159.80	Geheele verh. (6 kwart.)	599.40
Werkelijke verhooging per kwartaal.	25.80	Werkelijke verh p. kwart.	99.90

Het ontwerp van den heer Devèze geeft dus per kwartaal eene verhooging van 15 centiem per frank.

C. — *Pensioenen waarvan het jaarlijksch bedrag niet 2,000 frank overschrijdt.*
(Vroeger 10 t. h. van het jaarlijksch bedrag.)

1. <i>Pensioen van 987 frank.</i>		2. <i>Pensioen van 1.152 frank.</i>	
Verg. Devèze, per kwart		Verg. Devèze per kwart.	
(15 t. h. van 987)	148.05	(15 t. h. van 1.152) . . fr.	172.80
Toeslag per kwartaal		Toeslag per kwartaal	
(148.05 — 98.70)	49.35	(172.80 — 115.20).	57.60
Achterstand van 5 kwart.		Achterstand, voor 5 kw.	
(49.35 × 5) (1).	246.75	(57.60 × 5) (1)	288,—
Geheele verg. v. 6 kwart.		Geheele vergoeding voor	
(148.05 × 6)	888.30	6 kwart. (172.80 × 6).	1.036,80
Ontwerp van de Regeer.		Ontwerp van de Regeer-	
(98.70 × 9)	888.30	ring (115,20 × 9)	1.036,80
Geen verschil	000.00	Geen verschil	000

(1) Behalve in geval van overlijden : dan moet men rekenen met het getal verschuldigde kwartalen.